

Discours du Général d'Armée Raùl Castro Ruz, Président du Conseil d'Etat et des Ministres, au Sommet de la Communauté des Etats Latino-Américains et Caribéens (CELAC), Caracas, Venezuela, 2 décembre 2011, Année 53 de la Révolution.

Camarade Hugo Chávez Frías, président de la République Bolivarienne du Venezuela;

Chers présidents, premiers ministres et chefs de délégation :

Je tiens tout d'abord à saluer le peuple frère du Venezuela et la Révolution bolivarienne. En cette année où l'on célèbre le bicentenaire de son indépendance, le Venezuela nous reçoit aujourd'hui, avec fierté et hospitalité, et nous offre la possibilité de rassembler les gouvernements de toute l'Amérique Latine et de la Caraïbe.

Nous avons le privilège d'assister à un acte de fondation d'une importance capitale. Les décisions que nous prenons ici et le travail commun que nous menons depuis trois ans s'inscrivent dans les luttes et les espoirs d'une histoire longue de plus de deux siècles. Nous sommes arrivés aussi loin au prix d'efforts, de sacrifices et du sang versé.

Les métropoles coloniales de jadis et les puissances impériales d'aujourd'hui ont été nos ennemis dans ce combat. Elles ont essayé de défier les idées de Simón Bolívar, qui avait estimé, visionnaire : « L'unité de nos peuples n'est pas une simple chimère des hommes, mais l'inexorable décret du destin ».

La Communauté des Etats Latino-américains et Caribéens est notre oeuvre la plus précieuse. Du point de vue symbolique, elle consolide le concept d'une région unie et souveraine, qui s'engage à vivre un destin commun.

En termes stratégiques, elle nous offre un instrument politique indispensable, qui permet de rassembler les volontés, de respecter la diversité, de résoudre des différends, de coopérer pour le bien de nos peuples et de nous soutenir les uns les autres. Son succès dépendra du caractère et de la sagesse de ses membres, nos 33 nations indépendantes, situées entre le Río Bravo et la Patagonie.

Notre force se trouve dans l'unité autour des idées de souveraineté, de développement et d'équité, et c'est de cette unité que dépendra la prospérité et la justice de demain pour les citoyens de cette vaste et riche région. Nous n'avons pas un système d'idées homogène, nous n'avons pas de position unique sur toutes les questions politiques. C'est une partie de la réalité et nous devons travailler avec, dans le respect et la coopération.

Nous vivons dans une région dépourvue de toute arme nucléaire, un privilège dont jouissent très peu de régions dans le monde. C'est un apport considérable à cette grande cause de l'humanité que constitue l'élimination totale de la menace nucléaire, qui met en danger la survie de l'espèce humaine.

Nous devons aspirer à nous déclarer aussi, dans un futur relativement proche, territoire sans bases militaire étrangères, dans une nouvelle avancée vers l'identité régionale.

Le patrimoine commun de nos terres et mers recèle des richesses naturelles extraordinaires, qui, utilisées de façon rationnelle, avec responsabilité et solidarité, peut offrir aux futures générations un avenir de prospérité et de justice. Nous partageons une culture plurielle, aux valeurs autochtones ancestrales. Il existe un potentiel technique et scientifique de haut niveau et dont on tire insuffisamment profit.

Malgré tout cela et des indices de croissance économique non négligeables, l'Amérique Latine, avec ses plus de 20 millions de kilomètres carrés et plus de 580 millions d'habitants, avance lentement et ne parvient pas à surmonter les obstacles qui empêchent son développement.

Nous vivons dans la région qui, estime-t-on, est la plus inégalitaire en termes de partage des richesses. Nous avons supporté mieux que d'autres les effets de la crise économique mondiale, mais il n'en demeure pas moins qu'il subsiste un grand fossé entre les quelques personnes qui concentrent l'immense majorité des richesses et la majorité de la population qui vit dans la grande pauvreté. La prospérité de notre région dépend de la solution apportée à ce problème. Actuellement, il existe 180 millions de Latino-américains et Caraïbéens pauvres, et 72 millions d'entre eux vivent dans la pauvreté extrême. Même si nous atteignons tous les Objectifs de Développement du Millénaire établis par les Nations Unies, ce ne serait pas suffisant pour mettre fin à cette tragédie.

Aujourd'hui la pauvreté frappe 81 millions de nos enfants, et 13 millions d'entre eux sont sous-alimentés, alors que la production d'aliments dépasse les besoins de la région. Ces enfants sont les créanciers de cette région à l'avenir. Nous, nous sommes leurs débiteurs.

L'évolution récente de l'économie de l'Amérique Latine et de la Caraïbe montre que malgré une profonde crise mondiale, les revenus des exportations, principalement de matières premières se sont accrus; que le poids de la dette extérieure, injuste et accablante, a diminué et que l'accumulation de réserves a augmenté. Ce scénario nous offre une chance, si nous agissons avec responsabilité et un véritable esprit de solidarité.

Et c'est avec cet esprit que nous devons aborder la situation d'Haïti, qui représente une mise à l'épreuve pour nous tous. L'Amérique Latine et la Caraïbe ont une responsabilité historique et éthique envers cette république sœur, la première à s'être libérée du joug colonial dans notre région, où a eu lieu, dirigée par des esclaves, la première révolution victorieuse dans l'histoire de l'humanité. Haïti a besoin d'aide et mérite que nous nous efforcions de contribuer davantage à sa reconstruction et à son développement, en nous en tenant strictement à la volonté de son gouvernement et aux besoins de son peuple.

En ce qui nous concerne, nous avons déclaré au Sommet de Cancun en février 2010,

et nous le réaffirmons aujourd'hui : « la coopération cubaine et son modeste effort resteront en Haïti autant d'années que nécessaire, si le gouvernement de ce pays en dispose ainsi. Notre pays, soumis à un âpre blocus, ne compte aucune ressource excédentaire, je dirais plutôt qu'il manque de tout, mais il est disposé à partager sa pauvreté avec ceux qui ont moins encore, en premier lieu avec ceux qui aujourd'hui en ont le plus besoin dans notre continent ».

Je me souviens d'une visite en Equateur, où je m'étais rendu pour l'une de ces si nombreuses réunions internationales, j'avais profité de l'occasion pour visiter la Chapelle de l'Homme, fondée par ce magnifique peintre du continent, Osvaldo Guayasamín, et j'avais été impressionné par un panneau portant une réflexion qui n'était pas de lui- m'a expliqué son fils aîné - , accroché à un des murs de cet important centre culturel et historique. Sur le panneau figurait l'inscription : « Quand j'étais enfant, je pleurais parce que je n'avais pas de chaussures, jusqu'à ce qu'un jour j'ai vu un enfant qui n'avait pas de pieds », Cela veut dire que la situation d'un pays a beau être très difficile, notre pauvreté a beau être très complexe et extrême, il y aura toujours quelqu'un de plus pauvre que nous, il y aura toujours un enfant sans pieds qui n'aura pas de chaussures.

Chers collègues :

Nous avons pris la responsabilité de nous opposer avec fermeté à toute tentative de déstabilisation de l'ordre constitutionnel de nos pays.

Ce n'est pas une déclaration anodine, c'est au contraire une véritable réponse au coup d'Etat de 2002 au Venezuela puis à l'émeute pétrolière, à la sédition dans la région de Santa Cruz en Bolivie, au putsch au Honduras, à la tentative de coup d'Etat en Equateur et aux tentatives permanentes de déstabilisation contre des gouvernements légitimement constitués, fermement engagés à satisfaire les demandes de justice sociale de leurs peuples, défenseurs de la souveraineté de leur pays et qui sont l'expression de la démocratie la plus propre et efficace.

L'on connaît bien la nature et les motivations de ceux qui organisent ces attaques contre les institutions souveraines et contre les droits constitutionnels des peuples. L'on sait aussi qu'ils reçoivent le soutien des Etats-Unis et de certains gouvernements européens, et bénéficient de la complicité de puissantes entreprises privées de l'industrie de l'information.

Je me souviens d'une réunion que nous avons organisée à Managua, capitale du Nicaragua, au sujet de ce type d'événements qui s'étaient produits en Amérique centrale. J'avais attiré l'attention des participants lorsque j'ai pris la parole : « Quel hasard que toutes ces tentatives aient été dirigées contre les pays de l'ALBA ! » et je me suis tourné vers le président Correa, qui était à ma gauche, et je lui ai dit : « Le prochain, ce sera toi ». Il m'a regardé, l'air surpris, comme s'il disait « Mais pourquoi ? ». Il le sait et vous savez tous pourquoi.

C'est la lutte entre les mesquins intérêts oligarchiques, soutenus par le capital international, et les droits légitimes des peuples. Ce serait une grave erreur que de ne pas se rendre compte que l'Amérique Latine et la Caraïbe ont changé, que l'on ne peut plus nous traiter comme par le passé. Nous nous sommes difficilement défaits

des fardeaux que sont le colonialisme et néocolonialisme, et la région doit défendre cette indépendance durement obtenue avec détermination et fermeté. La Charte du Bicentenaire que nous adoptons aujourd'hui doit constituer l'expression de cette réalité.

Au-delà de notre environnement régional, nous faisons partie d'un monde complexe et secoué par de grandes convulsions, dans lequel les peuples se rebellent contre les injustices – ce que l'on voit en Europe, dans d'autres régions du monde et au sein même des Etats-Unis le montre bien -, marqué par les politiques impérialistes de pillage, la concentration des richesses, la corruption et les abus de pouvoir. Ce phénomène se manifeste surtout en Afrique du Nord, au Moyen Orient dans presque toute l'Europe et l'Amérique du Nord. C'est l'expression de l'effondrement des modèles économiques impitoyables du néolibéralisme, que notre région a connu puis rejeté.

C'est aussi un monde où les grandes puissances violent le Droit International, exercent leur domination par la force et agressent des Etats souverains, se servant de prétextes et de manipulations.

En Libye, l'OTAN a commis un crime international qui menace désormais de devenir un modèle.

Pour la grande honte des Nations Unies, l'on a bombardé pendant huit mois consécutifs des villes sans défense, massacré des civils, détruits les services sociaux, les infrastructures et poussé des centaines de milliers de personnes à fuir et à devenir des réfugiés.

Pour Cuba, l'attitude des Etats-Unis n'a rien de nouveau. C'est la même de toujours. Nous combattons depuis plus de cinq décennies leur politique d'hostilité et d'agression. Nous devons supporter le blocus économique, commercial et financier le plus complet et long qui ait jamais été imposé à un pays. Notre région le sait et n'a eu de cesse de manifester son opposition, ce pourquoi, nous Cubains, nous vous remercions vous tous.

Nous sommes reconnaissants envers le Venezuela pour les efforts immenses qu'il a déployé pour rendre possible et organiser ce Sommet, nous remercions Hugo Chávez de son leadership qui nous a mené jusqu'ici, vers des résultats si prometteurs pour le futur de la région et de son apport à l'intégration et à l'unité de l'Amérique Latine et la Caraïbe.

Cuba travaillera pour la Communauté des Etats Latino-américains et Caribéens avec dévouement, altruisme. Elle s'engage à oeuvrer à l'unité de nos peuples, pour un futur de paix et de justice sociale, à poursuivre sans renoncer ça ses efforts pour consolider l'indépendance pleine et entière de ce que José Martí a défini pour l'avenir comme « Notre Amérique ».

Merci beaucoup.